



LIGUE CONGOLAISE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

LICOCO

14 Av Loango, Quartier 1, Ndjili-Kinshasa/DRC

Boulevard Kimbuta, Arrêt Bar Grand Libulu, Q/1, N'djili-Kinshasa

Tél : + 243 81 60 49 837 ou + 243 89 89 72 130

Email. licocordc@gmail.com

www.licocordc.org

**RAPPORT SUR LE BAROMETRE DE LA
CORRUPTION
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**DONNER LA VOIX AUX CITOYENS POUR CRITIQUER LES EFFORTS DES INSTITUTIONS
NATIONALES A LUTTER CONTRE LA CORRUPTION EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU
CONGO**

Kinshasa 2018

TABLE DES MATIERES

	PAGES
Résumé des résultats de l'enquête_____	3
I. Introduction_____	5
II. Objectif du baromètre_____	5
III. Définition de l'échantillonnage_____	5
IV. Durée de la collecte des données_____	6
V. Elaboration du questionnaire _____	7
VI. Résultats de l'enquête_____	8
Tableau n°1 : Les problèmes les plus importants auxquels le groupement devrait s'attaquer_____	8
Tableau n°2 : Le président, les conseillers et les cadres dans son équipe ?_____	10
Tableau n°3 : le premier ministre, les conseillers et les cadres dans son équipe_____	11
Tableau n°4 : Les Députés _____	12
Tableau n°5 : Les employés du gouvernement ou les fonctionnaires de l'état_____	13
Tableau n°6 : Les Conseillers dans le Gouvernement Locaux_____	14
Tableau n°7 : La Police_____	15
Tableau n°8 : Les Juges et les magistrats _____	16
Tableau n°9 : Les Chefs traditionnels _____	17
Tableau n°10 : Les Leaders religieux _____	18
Tableau n°11 : Les Chefs d'entreprises_____	19
Tableau n°12 : Les Organisations non gouvernementales _____	20
Tableau n°13 : Le niveau de corruption dans le pays au cours de l'année passée_____	21
Tableau n°14 : Performance du gouvernement actuel en RDC_____	22
Tableau n°15 : D'accord ou pas d'accord avec le combat contre la corruption_____	23
Tableau n°16 : Conséquences de rapporter des faits de corruption sans peur _____	24
Tableau n°17 : La probabilité pour des gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs corrections personnelles _____	25
Tableau n°18 : Eviter de se présenter devant les tribunaux_____	26
Tableau n°19 : Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas_____	27
Tableau n°20 : Eviter de payer les taxes qu'ils doivent payer au Gouvernement_____	28
Tableau n°21 : Probabilité pour les gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs connections personnelles_____	29
Tableau n°22 : Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas_____	30
Tableau n°(13) : Rendement des jugements par les juges et les magistrats_____	31
Tableau n°24 : Ignorance des jugements de la justice par le Président, les politiciens, les chefs des entreprises_____	32
Tableau n°14.1 : Le Président _____	32
Tableau n°14.2 : Les politiciens _____	33
Tableau n°14.3 : Les chefs d'entreprises_____	34
Tableau n°15 : Possibilité d'une affaire à une école publique au cours des derniers mois_____	35
Tableau n°16 : Facilité ou difficulté d'obtenir des services auprès des enseignants ou des employés de l'école_____	36
Tableau n°17 : Fréquence de corruption afin d'obtenir les services demandés_____	37
Tableau n°18 : Possibilité d'une affaire à un hôpital ou d'une clinique publique ou privée au cours des 12 derniers mois_____	38
Tableau n°19 : Facilité ou difficulté d'obtenir les services médicaux auprès du personnel médical de l'établissement_____	39
Tableau n°(18) : Temps consacré pour recevoir les soins médicaux_____	40
Tableau n°19 : Corruption afin de recevoir les soins médicaux_____	41
Tableau n°20 : Obtention des papiers officiel dans les 12 derniers mois _____	42
Tableau n°21 : Facilité ou difficulté d'obtention des papiers officiels_____	43

Tableau n°22 : Le temps consacré pour obtenir les papiers officiels _____	44
Tableau n°23 : Fréquence de corruption afin d'obtenir les documents requis _____	45
Tableau n°24 : Accès à des services tels que la distribution de l'eau et l'électricité, l'assainissement des eaux usées au cours des 12 derniers mois _____	46
Tableau n°25 : Facilités ou difficultés d'obtenir les services voulus _____	47
Tableau n°26 : Fréquence de corruption afin d'obtenir les services voulus _____	48
Tableau n°27 : Recours à l'aide de la police au cours de 12 derniers mois _____	49
Tableau n°28 : Facilité ou difficulté d'obtenir l'aide auprès de la police _____	50
Tableau n°29 : le temps consacré pour obtenir l'aide de la police _____	51
Tableau n°30 : Fréquence d'actes de corruption afin d'obtenir l'aide auprès de la police _____	52
Tableau n°31 : Affaire à la police au cours des 12 derniers mois _____	53
Tableau 47 : Corruption versé à la police _____	54
Tableau 33 : Mesures concrètes en cas dans un bureau de l'administration _____	55
Tableau 34 : Opinion sur le genre de société souhaitée dans votre pays _____	56
Tableau 35 : Opinion sur le gouvernement _____	57
Tableau 36 : Traitement par les tribunaux en RDC _____	58
Tableau 37 : Sanctions à l'égard des fonctionnaires véreux _____	59
Tableau 38 : Sanctions à l'égard des genres ordinaires _____	60

RESUME DES RESULTATS DE L'ENQUETE

1. TAUX DE CORRUPTION

	<u>2019</u>
Taux de corruption global	: 80%
Ecole publique	: 59%
Hôpitaux et centres de santé publics	: 43%
Etat civil	: 70%
Services collectifs	: 72%
Force de police	: 76%

2. COMMENT LE NIVEAU DE CORRUPTION A-T-IL EVOLUE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Il a augmenté	: 83%
Il a diminué	: 3%
Il est resté le même	: 10%
Je ne sais pas	: 4%
Je ne souhaite pas répondre	: 0%

3. LA CORRUPTION PAR INSTITUTION

Pourcentage de personnes qui pensent que ces institutions sont majoritairement ou totalement corrompues

INSTITUTION	2019
Présidence	: 69%
Primature	: 74%
Parlementaires	: 72%
Fonctionnaires d'Etat	: 66%
Administration locale	: 65%
Force de police	: 76%
Juges et magistrats	: 74%
Chefs traditionnels	: 48%
Chefs religieux	: 29%
Chefs d'entreprise	: 54%
ONG	: 37%

4. LE GOUVERNEMENT EST IL EFFICACE OU INEFFICACE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

Efficace	: 13%
Inefficace	: 79%
Je ne sais pas	: 8%
Je ne souhaite pas répondre	: 0%

5. LES CITOYENS ORDINAIRE PEUVENT ILS CHANGER LA DONNE DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

Oui	: 32%
Non	: 52%
Ni oui ni non	: 12%

Je ne sais pas/ne souhaite pas répondre : 4%

6. LE GOUVERNEMENT DEVRAIT S'ATTAQUER AUX PRIORITES ET PROBLEMES SUIVANT

Chômage	: 64%
Pauvreté	: 37%
Salaire	: 34%
Routes	: 14%
Education	: 19%

I. INTRODUCTION

Le Baromètre mondiale de la corruption est à son 10^{ème} édition de publication et est coordonnée par Transparency International.

La République Démocratique du Congo n'a jamais figuré dans les éditions précédentes publiées par Transparency International étant donné qu'il n'avait pas un partenaire national dans le pays.

En 2015, la Ligue Congolaise de lutte contre la Corruption est devenue partenaire national ou Contact National de Transparency International en République Démocratique du Congo.

En 2017, Transparency International et LICOCO ont commencé à planifier comment lancer le baromètre de la corruption en République Démocratique du Congo.

Après un appel à manifestation d'intérêt lancé en 2017 par Transparency International au nom de la LICOCO, une société de sondage basé au Kenya, Africa Now, avait été recruté pour collecter les données en interrogeant les ménages lors des interviews personnels assistés par ordinateur (CAPI).

Africa Now a organisé les enquêtes sur terrain en se basant sur le questionnaire fournis par Transparency International et approuvé par la LICOCO.

II. OBJECTIF DU BAROMETRE

- Identifier et classer/hiérarchiser les défis les plus importants auxquels la RDC est confrontée en matière de gouvernance
- Mesurer le niveau de la corruption perçue par les citoyens dans diverses institutions gouvernementales
- Mesurer le niveau d'interaction entre les administrations nationales dans la lutte contre la corruption et évaluer la perception des services rendus aux citoyens

III. DEFINITION DE L'ECHANTILLONNAGE

La société recrutée a défini l'échantillonnage stratifié à probabilité aléatoire dans chaque province et par niveau d'urbanisation. Les unités primaires d'échantillonnage (UPE) ont été choisies au hasard parmi toutes les UPE accessibles de la province.

Un échantillon de **1 282** adultes âgés de **+18 ans** a été choisi dans les provinces suivantes :

Province	Echantillon
Bandundu	73
	6%
Kongo Central	75
	6%
Equateur (Ancienne Province)	59
	4%
Kasai Occidental	39

	3%
Kasai Oriental	73
	6%
Katanga	265
	20%
Kinshasa	357
	30%
Maniema	60
	5%
Nord Kivu	110
	8%
Province Orientale	110
	8%
Sud Kivu	61
	5%
Total	1 282
	100%

L'échantillon concerne le pourcentage des femmes et hommes et des milieux ruraux et milieux urbains qui sont définis dans les tableaux ci-après

Milieux Urbains	705
	53%
Milieux ruraux	614
	47%

Hommes	722
	55%
Femmes	597
	45%

Le Consultant qui a mené l'interview, choisit l'échantillonnage, sélectionner les personnes à interviewer, recruter les personnes qui vont mener l'interview, a respecté les normes internationales en matière de sondage ou d'enquête.

IV. DUREE DE LA COLLECTE DES DONNEES

Le processus d'élaboration du baromètre a commencé en Novembre 2017 et s'est terminé au mois de Mai 2018 par la publication des données des enquêtes réalisées sur terrain.

Ce rapport a été élaboré avant les élections de Décembre 2018 et concerne plus les animateurs des institutions d'avant Décembre 2018.

C'est un rapport clé qui permet à la LICOCO de diagnostiquer la corruption en mesurant son degré de perception et les opinions des citoyens à ce sujet à travers des enquêtes.

Les conclusions de ces enquêtes permettront à la LICOCO de sensibiliser les citoyens sur certains types de corruption que la RDC fait face, évaluer l'efficacité des programmes mis en place par le Gouvernement pour lutter contre la corruption, surveiller les tendances et les conséquences de la corruption sur le développement du pays et plaider pour des réformes des lois, les politiques et les pratiques.

V. **ELABORATION DU QUESTIONNAIRE**

Un questionnaire avait été élaboré par Transparency International et approuvé par LICOCO qui regroupe des questions liées aux institutions politiques, aux organisations de la société civile, aux politiques, aux structures étatiques, aux leaders traditionnels et religieux, à l'obtention des services auprès de l'administration locale, à l'accès à l'éducation, à l'accès aux soins de santé ect.

Le questionnaire avait été traduit en Lingala, Kikongo, Tshiluba et Swahili pour que les citoyens comprennent bien les questions posées et y apportent des réponses appropriées.

Parmi les questions posées aux citoyens, nous pouvons citer par exemple

- **Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les juges et les magistrats.**
- **Cela a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les documents dont vous aviez besoin auprès de l'administration?**
- **Combien de fois, si cela est arrivé, avez-vous eu besoin de verser des pots de vin, donner un cadeau ou rendre un service aux enseignants ou employés de l'école afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin?**

VI. RESULTATS DE L'ENQUETE

Tableau n°1 : Les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer.

Q1. A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes interrogées	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Gestion de l'économie	306	183	123	136	85	47	38	191	115
	24%	25%	22%	21%	24%	30%	30%	28%	19%
Salaires et revenus	431	242	189	217	109	56	49	243	188
	34%	34%	34%	34%	31%	35%	39%	36%	31%
Chômage	822	448	374	424	240	101	57	434	388
	64%	62%	67%	66%	68%	64%	46%	64%	65%
Pauvreté/Exclusion sociale	475	249	226	240	139	59	37	304	171
	37%	34%	40%	37%	39%	37%	30%	45%	29%
Impôts et taxes	86	43	43	46	25	7	8	42	44
	7%	6%	8%	7%	7%	4%	6%	6%	7%
Prêts/Crédits	30	18	12	13	9	5	3	17	13
	2%	2%	2%	2%	3%	3%	2%	2%	2%
Agriculture & élevage	104	66	38	54	25	15	10	51	53
	8%	9%	7%	8%	7%	9%	8%	7%	9%
Commercialisation et distribution des produits agricoles	29	19	10	10	12	4	3	13	16
	2%	3%	2%	2%	3%	3%	2%	2%	3%
Insécurité alimentaire/Famine	127	60	67	66	31	16	14	84	43
	10%	8%	12%	10%	9%	10%	11%	12%	7%
Sècheresse	12	7	5	7	2	2	1	7	5
	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%
Foncier	5	3	2	4	0	0	1	1	4
	*	*	*	1%	0	0	1%	*	1%
Transport	78	53	25	50	18	4	6	42	36
	6%	7%	4%	8%	5%	3%	5%	6%	6%
Communication	38	25	13	23	10	3	2	18	20
	3%	3%	2%	4%	3%	2%	2%	3%	3%
Infrastructure routière	174	100	74	79	51	22	22	68	106
	14%	14%	13%	12%	14%	14%	18%	10%	18%
Education	249	153	96	133	59	32	25	134	115
	19%	21%	17%	21%	17%	20%	20%	20%	19%

Il ressort du tableau n°1 que les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer pour résoudre les problèmes des citoyens sont **le chômage 64 %**, et **la pauvreté /Exclusion sociale 37 %**.

Les résultats de ce tableau expriment mieux l'ensemble de problèmes que la majorité des citoyens rencontrent quotidiennement. Plusieurs rapports publiés ces dernières années confirment ces points de vue des citoyens interrogés.

Le dernier rapport d'Indice de développement humain publié par le PNUD en 2018 classe la RDC parmi les pays les plus pauvres du monde.

Or, pouvoir combattre la pauvreté et le chômage, le Gouvernement doit assainir le climat des affaires afin d'inciter les investisseurs privés à investir en RDC et financer les secteurs ayant un impact sur la lutte contre les inégalités

Le doing business 2018 publié par la Banque Mondiale classe la RDC parmi les pays où il ne faut pas faire les affaires. Le fait de ne pas promouvoir les investissements privés freine la croissance et crée le chômage et la pauvreté.

Tableau n°2 : Les personnes impliquées dans les affaires de corruption : Le président, les conseillers et les cadres dans son équipe, Le premier ministre, les conseillers et les cadres de son équipe, les députés, les employés du gouvernement, les conseillers dans les gouvernements provinciaux, la police, les juges et les magistrats, les autorités politico-administratives ou locales, les chefs traditionnels, les leaders religieux, les chefs d'entreprises, les membres des organisations non-gouvernementales, etc.

Tableau n°2 : Le président, les conseillers et les cadres dans son équipe ?

Q2. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Le président, les conseillers et les cadres dans son équipe									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes interrogées	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques- uns	304	165	139	167	90	28	19	137	167
	24%	23%	25%	26%	25%	18%	15%	20%	28%
La plupart / Tous	888	517	371	429	252	117	90	488	400
	69%	72%	66%	67%	71%	74%	72%	72%	67%
Aucun	75	44	31	48	19	5	3	31	44
	6%	6%	6%	7%	5%	3%	2%	5%	7%
Quelques-uns	229	121	108	119	71	23	16	106	123
	18%	17%	19%	18%	20%	14%	13%	16%	21%
La plupart	286	168	118	154	71	33	28	112	174
	22%	23%	21%	24%	20%	21%	22%	16%	29%

Tous	602	349	253	275	181	84	62	376	226
	47%	48%	45%	43%	51%	53%	50%	55%	38%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	90	40	50	49	11	14	16	57	33
	7%	6%	9%	8%	3%	9%	13%	8%	6%

Les personnes interrogées estiment que le Président, les Conseillers du Président et les cadres de son équipe sont dans la plupart et tous impliqués dans des pratiques de corruption dans l'ordre de **69 % et 47 %**.

Ces 5 dernières années, plusieurs rapports ont été publiés au niveau national comme international citant les Conseillers du Président ou le Président lui-même dans des affaires de corruption. Nous pouvons citer par exemple le dossier Construction du pavillon présidentiel à l'aéroport de N'djili où un Conseiller du Président était cité dans ce scandale.

Nous pouvons citer aussi le dossier Panama Papers où certains membres de la famille du Président ont été impliqués dans les affaires de corruption, la publication de Bloomberg sur les avoirs du Président, la publication des dossiers sur le passeport biométrique qui a impliqué un proche collaborateur du Président, le dossier du Port de Banana où plusieurs proches du Président sont cités.

Tableau 3 : Le Premier Ministre, les Conseillers et les cadres dans son équipe

Q3. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Le premier ministre, les conseillers et les cadres dans son équipe								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
N	1282	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	261	122	145	80	23	13	122	139
	20%	22%	22%	23%	14%	10%	18%	23%
La plupart / Tous	943	396	456	262	124	101	517	426
	74%	71%	71%	74%	78%	81%	76%	71%
Aucun	70	30	42	19	6	3	39	31
	5%	5%	7%	5%	4%	2%	6%	5%
Quelques-uns	191	92	103	61	17	10	83	108
	15%	16%	16%	17%	11%	8%	12%	18%
La plupart	322	136	178	75	35	34	139	183
	25%	24%	28%	21%	22%	27%	20%	31%
Tous	621	260	278	187	89	67	378	243
	48%	46%	43%	53%	56%	54%	55%	41%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	78	42	44	11	12	11	43	35
	6%	8%	7%	3%	8%	9%	6%	6%

933 Citoyens interrogés, soit **74 %**, disent que le **Premier Ministre, les Conseillers du Premier Ministre et les Cadres dans son équipe** sont tous ou la plupart impliqués dans des affaires de corruption.

Ces 5 dernières années, plusieurs cas de corruption impliquant le Premier Ministre ou ces Conseillers ont été publiés dans la presse nationale et internationale.

C'est notamment le dossier du Projet Bukanga Lonzo où plus de 200 millions des USD ont été détournés et impliquant un ancien Premier Ministre et ces Conseillers.

Les citoyens interrogés estiment que presque tous les Premiers Ministres que la RDC ait connus sont impliqués dans des pratiques de corruption. Les conséquences sociales de ces pratiques sont aujourd'hui visibles sur plan social, économique et sécuritaire.

Tableau 4 : Les Députés

Q4. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les députés								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	309	138	180	86	27	16	170	139
	24%	25%	28%	24%	17%	13%	25%	23%
La plupart / Tous	920	393	442	258	123	97	482	438
	72%	70%	69%	73%	77%	78%	71%	73%
Aucun	82	38	53	21	7	1	45	37
	6%	7%	8%	6%	4%	1%	7%	6%
Quelques-uns	227	100	127	65	20	15	125	102
	18%	18%	20%	18%	13%	12%	18%	17%
La plupart	398	163	200	107	49	42	152	246
	31%	29%	31%	30%	31%	34%	22%	41%
Tous	522	230	242	151	74	55	330	192
	41%	41%	38%	43%	47%	44%	48%	32%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	53	29	23	9	9	12	30	23
	4%	5%	4%	3%	6%	10%	4%	4%

72 % et 41 % des Citoyens interrogés estiment que la plupart ou tous les députés sont impliqués dans les affaires de corruption. Parmi eux, nombreux seraient présumés s'illustrer dans la pratique de monnayage de leurs votes pour ou contre une motion de censure contre un membre du Gouvernement, selon qu'ils appartiennent à la majorité au pouvoir ou à l'opposition, y compris dans le contrôle parlementaire.

Les Citoyens estiment aussi que les députés ne peuvent jamais voter la loi des Finances s'ils ne perçoivent pas une collation que nous qualifions comme **pot de vin**.

Pourquoi on doit payer les députés lorsqu'il s'agit de voter la loi des finances alors que c'est dans leurs attributions de voter des lois s'interroge un fonctionnaire qui a requis l'anonymat ?

Ces 5 dernières années, plusieurs députés ont été cités dans des dossiers de corruption et le cas le plus frappant est le dossier des prêts accordé par le Fonds de Promotion de l'Industrie aux hommes politiques et aux membres du Parlement, FPI en sigle.

Les autorités du FPI ont prêtés plus de 140 millions des dollars aux députés et politiciens Congolais pour financer des projets qui n'ont jamais été réalisés.

Tableau 5 : Les Employés du gouvernement ou les Fonctionnaires de l'Etat

Q5. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les employés du gouvernement								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes interrogées	1282	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	380	143	194	112	45	29	187	193
	30%	26%	30%	32%	28%	23%	27%	32%
La plupart / Tous	844	384	418	234	102	90	460	384
	66%	69%	65%	66%	64%	72%	67%	64%
Aucun	86	32	48	25	8	5	45	41
	7%	6%	7%	7%	5%	4%	7%	7%
Quelques-uns	294	111	146	87	37	24	142	152
	23%	20%	23%	25%	23%	19%	21%	25%
La plupart	384	175	202	106	41	35	186	198
	30%	31%	31%	30%	26%	28%	27%	33%
Tous	460	209	216	128	61	55	274	186
	36%	37%	33%	36%	38%	44%	40%	31%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	58	33	33	7	12	6	35	23
	5%	6%	5%	2%	8%	5%	5%	4%

66 % des personnes interrogées estiment que soit la plupart ou tous les employés du gouvernement sont impliqués dans les affaires de corruption s. Cependant, 5% des personnes interrogées déclarent n'en avoir jamais entendu parler. La corruption se pratiquant souvent en coulisse et en complicité entre corrupteur et corrompu, elle est difficilement prouvée par des évidences.

La dénonciation est très timide et les citoyens ont peur de dénoncer des pratiques de corruption.

Au niveau de l'administration publique les agents de l'Etat s'adonnent aux pratiques de corruption pour rendre services aux citoyens.

Tableau 6 : Les Conseillers dans le Gouvernement locaux

Q6. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les conseillers dans les gouvernements locaux								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes interrogées	1282	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	386	172	215	99	48	24	189	197
	30%	31%	33%	28%	30%	19%	28%	33%
La plupart / Tous	834	356	399	244	99	92	454	380
	65%	64%	62%	69%	62%	74%	67%	63%
Aucun	95	34	60	20	8	7	47	48
	7%	6%	9%	6%	5%	6%	7%	8%
Quelques-uns	291	138	155	79	40	17	142	149
	23%	25%	24%	22%	25%	14%	21%	25%
La plupart	333	142	173	88	32	40	152	181
	26%	25%	27%	25%	20%	32%	22%	30%
Tous	501	214	226	156	67	52	302	199
	39%	38%	35%	44%	42%	42%	44%	33%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	62	32	31	10	12	9	39	23
	5%	6%	5%	3%	8%	7%	6%	4%

A l'instar d'autres membres du gouvernement, les Conseillers dans les Gouvernements locaux sont pour la plupart ou tous impliqués dans des affaires de corruption, dans l'ordre de 65 %. Ceci se manifeste lorsqu'un citoyen veut avoir un certificat de naissance, un certificat de décès ou une attestation de mariage.

Ces documents sont pour la plus part donné gratuitement conformément à la loi mais au niveau des communes et territoires, les conseillers locaux ou les agents administratifs vendent ces documents aux citoyens.

Conséquences, les citoyens les plus pauvres ont des difficultés à acquérir les documents administratifs et certaines personnes atteignent un âge plus avancés sans avoir une attestation de naissance

Tableau 7 : **La Police**

Q7. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? La police									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	262	141	121	156	70	26	10	141	121
	20%	20%	22%	24%	20%	16%	8%	21%	20%
La plupart / Tous	978	564	414	471	278	124	105	512	466
	76%	78%	74%	73%	79%	78%	84%	75%	78%
Aucun	64	43	21	37	18	6	3	35	29
	5%	6%	4%	6%	5%	4%	2%	5%	5%
Quelques-uns	198	98	100	119	52	20	7	106	92
	15%	14%	18%	18%	15%	13%	6%	16%	15%
La plupart	349	202	147	156	110	42	41	144	205
	27%	28%	26%	24%	31%	26%	33%	21%	34%
Tous	629	362	267	315	168	82	64	368	261
	49%	50%	48%	49%	48%	52%	51%	54%	44%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	42	17	25	18	5	9	10	29	13
	3%	2%	4%	3%	1%	6%	8%	4%	2%

Ce tableau indique **que 76 % des personnes interviewées affirment que la police est impliquée dans les affaires de corruption**. Ceci se manifeste plus particulièrement auprès de la Police affecté à réguler la circulation routière, aux Officiers de Police Judiciaires et aux autres policiers affectés à la sécurité de l'ordre publique.

Des incidents avaient été signalés par la presse locale, les ONG locales, des citoyens, plusieurs fois auprès des autorités compétentes sur le degré de corruption qui se manifeste au sein de la Police Congolaise mais hélas, rien n'est fait pour combattre la corruption au sein de la Police.

Au sein de la Police, il existe un service anti corruption et une direction d'Inspection Générale de la Police Nationale Congolaise mais ces services sont encore trop faible pour combattre la corruption au sein de cette institution. Cette faiblesse se manifeste dans l'outil de travail mis à la disposition

Tableau 8 : Les Juges et les Magistrats

Q8. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les juges et les magistrats.								
	Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	171	149	178	85	35	22	151	169
	24%	27%	28%	24%	22%	18%	22%	28%
La plupart / Tous	533	386	446	261	117	95	505	414
	74%	69%	69%	74%	74%	76%	74%	69%
Aucun	47	23	38	21	6	5	30	40
	7%	4%	6%	6%	4%	4%	4%	7%
Quelques-uns	124	126	140	64	29	17	121	129
	17%	23%	22%	18%	18%	14%	18%	22%
La plupart	247	188	216	120	50	49	184	251
	34%	34%	33%	34%	31%	39%	27%	42%
Tous	286	198	230	141	67	46	321	163
	40%	35%	36%	40%	42%	37%	47%	27%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	18	25	21	7	7	8	26	17
	2%	4%	3%	2%	4%	6%	4%	3%

74 % des personnes interviewées affirment que les Juges et aux Magistrats sont impliqués dans les affaires de corruption. La justice est devenue la source majeure d'enrichissement car « **là où la corruption parle, la loi se tait** », selon un adage qu'utilisent les tristement célèbres personnes qui achètent leurs victoires.

Plusieurs fois, le Président Kabila avait révoqué de leurs fonctions plusieurs Juges et Magistrats pour des faits de corruption mais cela n'a amélioré les pratiques de corruption qui se déroule au sein du pouvoir Judiciaire.

Aux dernières élections sénatoriales de Décembre 2018, plusieurs candidats sénateurs ont dénoncés publiquement des pratiques de corruption mais aucune réponse n'a été apporté à cette situation.

Selon la LICOCO, les Juges et Magistrats font rater au Gouvernement plus d'1 milliards dollars US par année à cause des Jugements avant dire droit rendu par des Juges et Magistrats corrompus en faveur des hommes d'affaires qui ne veulent pas payer les Impôts.

Tableau 9 : **Les Chefs traditionnels**

Q9. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les chefs traditionnels								
	Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre de Personnes	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	323	258	291	153	74	63	296	285
	45%	46%	45%	43%	47%	50%	43%	48%
La plupart / Tous	348	245	302	176	65	50	314	279
	48%	44%	47%	50%	41%	40%	46%	47%
Aucun	72	65	83	31	11	12	79	58
	10%	12%	13%	9%	7%	10%	12%	10%
Quelques-uns	251	193	208	122	63	51	217	227
	35%	34%	32%	35%	40%	41%	32%	38%
La plupart	198	149	179	100	44	24	183	164
	27%	27%	28%	28%	28%	19%	27%	27%
Tous	150	96	123	76	21	26	131	115
	21%	17%	19%	22%	13%	21%	19%	19%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	51	57	52	24	20	12	72	36
	7%	10%	8%	7%	13%	10%	11%	6%

Les populations interrogées estiment **que 45 % des chefs traditionnels** sont impliqués dans les affaires de corruption. 48% des Citoyens estiment que la plupart ou tous les Chef traditionnels sont aussi impliqués dans les affaires de corruption.

Cela s'observe principalement dans le secteur foncier où plusieurs chefs traditionnels y sont impliqués et certains sont même arrêtés par la Justice pour stellionat. C'est notamment le cas du Chef traditionnel de Mitendi qui avait vendu la parcelle d'une maman à un homme politique dans le dossier RCE 2214 se trouvant au Tribunal de Grande Instance de la Gombe.

D'autres chefs traditionnels s'adonnent à rançonner les citoyens en créant des taxes illégales dans leurs territoires.

Tableau 10 : Les Leaders religieux

Q10. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les leaders religieux								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre de personnes	1282	722	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	838	470	427	224	108	79	428	410
	65%	65%	66%	63%	68%	63%	63%	68%
La plupart / Tous	375	220	182	117	39	37	212	163
	29%	30%	28%	33%	25%	30%	31%	27%
Aucun	243	142	131	55	33	24	95	148
	19%	20%	20%	16%	21%	19%	14%	25%
Quelques-uns	595	328	296	169	75	55	333	262
	46%	45%	46%	48%	47%	44%	49%	44%
La plupart	246	144	125	73	29	19	148	98
	19%	20%	19%	21%	18%	15%	22%	16%
Tous	129	76	57	44	10	18	64	65
	10%	11%	9%	12%	6%	14%	9%	11%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	69	32	36	12	12	9	42	27
	5%	4%	6%	3%	8%	7%	6%	5%

Les populations interviewées affirment que, quelques –uns des leaders religieux dans l'ordre de 65 % sont impliqués dans les affaires de corruption. Ceci reste un phénomène inquiétant et déplorable dans une société qui promeut des valeurs morales.

Ceci se confirme par le fait que plusieurs leaders religieux vivent dans l'opulence alors que leurs fidèles se trouvent dans une pauvreté extrême.

Des reportages ont été effectués montrant les biens amassés par certains leaders religieux qui n'étaient pas prêt à justifier leur origine.

Tableau 11: Les chefs d'entreprises

Q11. Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les chefs d'entreprises								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre de personnes	1282	722	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	533	295	275	140	68	50	257	276
	42%	41%	43%	40%	43%	40%	38%	46%
La plupart / Tous	698	405	346	203	80	69	395	303
	54%	56%	54%	58%	50%	55%	58%	51%
Aucun	96	51	54	23	13	6	42	54
	7%	7%	8%	7%	8%	5%	6%	9%
Quelques-uns	437	244	221	117	55	44	215	222
	34%	34%	34%	33%	35%	35%	32%	37%
La plupart	384	225	204	102	46	32	203	181
	30%	31%	32%	29%	29%	26%	30%	30%
Tous	314	180	142	101	34	37	192	122
	24%	25%	22%	29%	21%	30%	28%	20%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	51	22	24	10	11	6	30	21
	4%	3%	4%	3%	7%	5%	4%	4%

Il ressort de ce tableau **que 54 % des personnes** interviewées estiment que, **la plupart ou tous les chefs d'entreprises** sont impliqués dans les affaires de corruption.

Un Chef d'entreprise avait été arrêté pour des faits de fraude fiscale suite à la plainte faite par la LICOCO en 2016.

A longueur de la journée, des médias locaux rapportent souvent des faits de corruption impliquant des Chef d'Entreprise avec des hommes politiques en République Démocratique du Congo.

Tableau 12 : Les organisations non-gouvernementales

Q12 : Quelles sont parmi les personnes suivantes celles qui sont impliquées dans des affaires de corruption? Ou vous n'en n'avez pas entendu parler suffisamment pour donner votre opinion? Les organisations non-gouvernementales								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Aucun / Quelques-uns	680	395	350	180	83	67	352	328
	53%	55%	54%	51%	52%	54%	52%	55%
La plupart / Tous	471	269	231	139	57	44	237	234
	37%	37%	36%	39%	36%	35%	35%	39%
Aucun	214	121	114	48	29	23	95	119
	17%	17%	18%	14%	18%	18%	14%	20%
Quelques-uns	466	274	236	132	54	44	257	209
	36%	38%	37%	37%	34%	35%	38%	35%
La plupart	279	158	141	85	32	21	143	136
	22%	22%	22%	24%	20%	17%	21%	23%
Tous	192	111	90	54	25	23	94	98
	15%	15%	14%	15%	16%	18%	14%	16%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	131	58	64	34	19	14	93	38
	10%	8%	10%	10%	12%	11%	14%	6%

Le résultat de ce tableau indique que **53 % des citoyens** interrogés estiment que **quelques** organisations non gouvernementales sont corrompues et **37 % des citoyens** estiment **que toutes** les organisations non gouvernementales sont corrompues.

La gouvernance interne des organisations non gouvernementale continue à poser des problèmes et cela affecte beaucoup l'atteinte aux ODD par les Etats car ceux qui devraient critiquer les actions du Gouvernement dans la mise en œuvres des politiques ayant un impact sur la lutte contre la pauvreté sont eux même dans des pratiques de corruption.

Quelques acteurs de la société civile en quête d'argent se font débaucher par les politiques, surtout ceux qui sont au pouvoir.

Tableau n°13 : Le niveau de corruption dans le pays au cours de l'année passée.

Q13. Selon vous, au cours de l'année passée, est-ce que le niveau de corruption dans le pays a augmenté, diminué ou est resté le même?								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
A beaucoup augmenté / A plutôt augmenté	1064	606	527	300	136	101	572	492
	83%	84%	82%	85%	86%	81%	84%	82%
A beaucoup diminué / A un plutôt diminué	45	21	27	11	4	3	22	23
	4%	3%	4%	3%	3%	2%	3%	4%
A beaucoup augmenté	756	428	365	210	100	81	447	309
	59%	59%	57%	59%	63%	65%	66%	52%
A plutôt augmenté	308	178	162	90	36	20	125	183
	24%	25%	25%	25%	23%	16%	18%	31%
Est resté au même niveau	128	69	65	36	13	14	61	67
	10%	10%	10%	10%	8%	11%	9%	11%
A un plutôt diminué	33	12	23	6	3	1	21	12
	3%	2%	4%	2%	2%	1%	3%	2%
A beaucoup diminué	12	9	4	5	1	2	1	11
	1%	1%	1%	1%	1%	2%	*	2%
Ne sait pas	45	26	26	6	6	7	27	18
	4%	4%	4%	2%	4%	6%	4%	3%

83 % des citoyens interrogés font le constat général que le niveau de corruption a beaucoup **augmenté au cours de l'année passée** en République Démocratique du Congo

Ce constat général des citoyens est une preuve de la pauvreté grandissante dans laquelle vit les Congolais aujourd'hui.

On observe les pratiques de la corruption dans tout le domaine de la vie nationale avec ses conséquences sur le développement socio économique et humain.

En effet, sous la plume de Will Green, le site <http://www.supplymanagement.com> a publié le Vendredi 27 septembre 2013 le classement mondial des pays les plus corrompus. La RD Congo s'est classée bonne première et championne du monde de la corruption, suivi par la Somalie.

Dans son article, l'auteur signale ceci : « Lorsque la corruption est très répandue, elle entrave aussi la démocratie, la primauté du droit, la protection des droits de l'homme et le développement économique. »

Tableau n°14: Performance du Gouvernement actuel en RDC

Q14. Parlons maintenant de la performance du gouvernement actuelle dans ce pays. Comment évalueriez-vous l'action du gouvernement actuel en ce qui concerne les sujets suivants, ou vous n'en avez pas entendu assez pour vous prononcer? Combattre la corruption au sein du gouvernement								
		Sexe	Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Pas efficacement du tout / Pas très efficacement	1013	577	487	294	127	105	561	452
	79%	80%	76%	83%	80%	84%	82%	75%
Très efficacement / Plutôt efficacement	165	85	98	39	17	11	80	85
	13%	12%	15%	11%	11%	9%	12%	14%
Pas efficacement du tout	631	352	301	182	79	69	379	252
	49%	49%	47%	52%	50%	55%	56%	42%
Pas très efficacement	382	225	186	112	48	36	182	200
	30%	31%	29%	32%	30%	29%	27%	33%
Plutôt efficacement	113	55	67	30	11	5	54	59
	9%	8%	10%	8%	7%	4%	8%	10%
Très efficacement	52	30	31	9	6	6	26	26
	4%	4%	5%	3%	4%	5%	4%	4%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	104	60	60	20	15	9	41	63
	8%	8%	9%	6%	9%	7%	6%	11%

A en croire les opinions exprimées par les citoyens, 79 % estiment que la performance du gouvernement actuel (avant les élections de décembre 2018) à combattre la corruption en son sein n'est pas du tout efficace. Il est nécessaire de passer à des actions plus fortes pour inverser la tendance.

Des discours avaient été prononcés par les autorités d'avant les élections de décembre 2018 qu'elles combattraient la corruption mais dans le concret, rien n'étaient fait.

Des dossiers avaient été publiés par la presse nationale sur plusieurs cas de corruption mais les autorités n'arrivaient pas à sanctionner ceux qui étaient impliqués dans ces pratiques de corruption.

Tableau 15 : D'accord ou pas d'accord avec le combat contre la corruption

Q15. Dites-moi dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec la phrase suivante : dans le combat contre la corruption, les gens ordinaires peuvent faire la différence									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
D'accord	414	235	179	224	101	43	46	231	183
	32%	33%	32%	35%	29%	27%	37%	34%	31%
Pas d'accord	669	376	293	322	194	90	63	367	302
	52%	52%	52%	50%	55%	57%	50%	54%	50%
Pas d'accord du tout	347	187	160	155	103	48	41	217	130
	27%	26%	29%	24%	29%	30%	33%	32%	22%
Pas d'accord	322	189	133	167	91	42	22	150	172
	25%	26%	24%	26%	26%	26%	18%	22%	29%
Ni d'accord ni pas d'accord	148	80	68	64	48	23	13	59	89
	12%	11%	12%	10%	14%	14%	10%	9%	15%
D'accord	330	181	149	179	81	33	37	191	139
	26%	25%	27%	28%	23%	21%	30%	28%	23%
Tout à fait d'accord	84	54	30	45	20	10	9	40	44
	7%	7%	5%	7%	6%	6%	7%	6%	7%
Ne sait pas	51	31	20	35	10	3	3	25	26
	4%	4%	4%	5%	3%	2%	2%	4%	4%

Les citoyens interrogés **sont d'accord à 32% qu'ils** peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption tandis que **52% des citoyens** interrogés **ne sont pas d'accord** que les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption.

Ces citoyens qui ne sont pas d'accord que les gens ordinaires peuvent faire la différence dans la lutte contre la corruption manifeste une déception face aux politiques qui ne prennent pas des mesures efficace pour lutter contre la corruption.

Ils estiment que c'est de la responsabilité des institutions et leurs animateurs à lutter efficacement contre la corruption que demander aux citoyens de le faire.

Toutefois, ils ignorent que les citoyens peuvent aussi faire changer les politiques s'ils sont informés, formés et sensibilisés sur les méfaits de la corruption.

Tableau n°16 : Conséquences de rapporter des faits de corruption sans peur.

Q16. Dans ce pays, est-ce que les gens ordinaires peuvent rapporter des faits de corruption sans peur, ou est-ce qu'ils risquent des représailles ou d'autres conséquences négatives s'ils parlent?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
On peut rapporter sans peur de représailles	202	118	84	106	51	20	25	95	107
	16%	16%	15%	16%	14%	13%	20%	14%	18%
On craint des représailles	983	559	424	488	274	132	89	528	455
	77%	77%	76%	76%	78%	83%	71%	77%	76%
Ne sait pas	97	45	52	51	28	7	11	59	38
	8%	6%	9%	8%	8%	4%	9%	9%	6%

Les personnes interrogées estiment à **77% craindre des représailles** s'ils rapportent des faits de corruption en République Démocratique du Congo.

Seul **16% des personnes** interrogées ne craignent pas des représailles s'ils rapportent des faits de corruption.

Etant donné que la RDC ne possède pas une loi protégeant les lanceurs d'alerte, les citoyens ont peur de rapporter des cas de corruption. Ceux qui ont osé le faire se sont retrouvés en prison. C'est notamment le cas du Président de COSSA qui avait été arrêté et emprisonné par la plainte de l'ancien Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement alors que les faits rapportés ont été confirmés par un rapport d'audit de l'Inspection Générale des Finances.

C'est notamment aussi le cas de Mr Abdelaziz Kapita, agent de l'Office de Voirie et Drainage au Bandundu qui avait passé 3 ans en prison pour avoir dénoncé le détournement des fonds à la Direction Provinciale de l'OVD Bandundu.

A travers ce rapport, il sera urgent a ce que la République Démocratique du Congo puisse avoir une législation qui protège les lanceurs d'alerte et les dénonciateurs des acte de corruption.

Tableau n°17 : La probabilité pour des gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs Connexions personnelles pour :

Q17. Dans ce pays, quelle est la probabilité pour des gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs connexions personnelles pour: Eviter de payer les taxes qu'ils doivent payer au gouvernement									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Probable	630	369	261	314	166	84	66	362	268
	49%	51%	47%	49%	47%	53%	53%	53%	45%
Improbable	611	330	281	306	177	72	56	299	312
	48%	46%	50%	47%	50%	45%	45%	44%	52%
Très peu probable	278	149	129	132	87	31	28	122	156
	22%	21%	23%	20%	25%	19%	22%	18%	26%
Peu probable	333	181	152	174	90	41	28	177	156
	26%	25%	27%	27%	25%	26%	22%	26%	26%
Probable	344	192	152	173	93	47	31	200	144
	27%	27%	27%	27%	26%	30%	25%	29%	24%
Très probable	286	177	109	141	73	37	35	162	124
	22%	25%	19%	22%	21%	23%	28%	24%	21%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	41	23	18	25	10	3	3	21	20
	3%	3%	3%	4%	3%	2%	2%	3%	3%

Les personnes interrogées estiment à **49% qu'il est probable** aux citoyens de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs connexion pour éviter de payer des taxes tandis **que 48% des citoyens** estiment qu'il est improbable aux gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs connexions pour éviter de payer des taxes.

Le système fiscal congolais est complexe et favorise la fraude et la corruption. Un rapport de la FEC publié en 2016 établis qu'en RDC, il y a 450 taxes illégales créées par les entités territoriales décentralisées.

Dans le secteur minier, la LICOCO a identifié plus de 10 taxes illégales créées par plusieurs services étatiques lors de l'exportation minière occasionnant chaque année la perte de plus de 300 millions des dollars sur la redevance minière que les entreprises minières devraient payer à l'Etat.

C'est pour cela que chaque année, les partenaires techniques et financiers demandent aux autorités de simplifier le système fiscal de la RDC en le rendant plus attractif et simple pour les investisseurs.

Plusieurs hommes politiques utilisent leurs fonctions pour éviter de payer les taxes. C'est notamment le cas du non paiement de l'Impôt sur la rémunération professionnelle de plusieurs Gouverneur des Provinces comme l'a toujours déclaré la Direction Générale des Impôts lors de l'organisation des séminaires d'Orientation budgétaire pour l'élaboration du Budget national

Tableau 18 : Eviter de se présenter devant les tribunaux

Q18. Dans ce pays, quelle est la probabilité pour des gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs connections personnelles pour: Eviter de se présenter devant les tribunaux									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Probable	684	395	289	331	188	96	69	392	292
	53%	55%	52%	51%	53%	60%	55%	57%	49%
Improbable	557	308	249	294	152	58	53	265	292
	43%	43%	44%	46%	43%	36%	42%	39%	49%
Très peu probable	284	166	118	137	87	28	32	124	160
	22%	23%	21%	21%	25%	18%	26%	18%	27%
Peu probable	273	142	131	157	65	30	21	141	132
	21%	20%	23%	24%	18%	19%	17%	21%	22%
Probable	430	241	189	207	122	64	37	247	183
	34%	33%	34%	32%	35%	40%	30%	36%	31%
Très probable	254	154	100	124	66	32	32	145	109
	20%	21%	18%	19%	19%	20%	26%	21%	18%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	41	19	22	20	13	5	3	25	16
	3%	3%	4%	3%	4%	3%	2%	4%	3%

De l'avis des personnes interrogées, 53 % affirment qu'il est probable pour gens ordinaires de payer des pots de vin et d'utiliser leurs connections personnelles pour éviter de se présenter devant les tribunaux. 43 %, par contre, trouvent cela improbable. La justice étant devenue onéreuse, les personnes sans ressources suffisantes préfèrent corrompre et ne pas aller se présenter au tribunal.

D'ailleurs cela se confirme lors que vous allez vérifier la liste des prisonniers se trouvant dans les Prisons de la RDC. Selon l'ancien Ministre de la Justice, Mr Luzolo, à la Prison Centrale de Makala à Kinshasa, en 2018, il n'existait aucun prisonnier condamné pour des faits de corruption.

Tableau 19 : Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas

Q19. Dans ce pays, quelle est la probabilité pour des gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs connections personnelles pour: Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Probable	641	378	263	317	180	91	53	377	264
	50%	52%	47%	49%	51%	57%	42%	55%	44%
Improbable	563	303	260	287	155	59	62	266	297
	44%	42%	46%	44%	44%	37%	50%	39%	50%
Très peu probable	302	162	140	151	80	37	34	137	165
	24%	22%	25%	23%	23%	23%	27%	20%	28%
Peu probable	261	141	120	136	75	22	28	129	132
	20%	20%	21%	21%	21%	14%	22%	19%	22%
Probable	399	224	175	194	114	63	28	227	172
	31%	31%	31%	30%	32%	40%	22%	33%	29%
Très probable	242	154	88	123	66	28	25	150	92
	19%	21%	16%	19%	19%	18%	20%	22%	15%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	78	41	37	41	18	9	10	39	39
	6%	6%	7%	6%	5%	6%	8%	6%	7%

Commentaire :

Sur 1282 personnes interviewées, 641 personnes représentant 50 % des personnes enquêtées disent qu'il est probable pour des gens ordinaires de donner des pots de vin ou utilisent leurs connections personnelles pour faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas. 563 personnes interviewées soient 44 % estiment que cela est improbable. Cette situation s'observe plus en zone urbaine, qui représente 55 % des cas qu'en zone rurale qui représente 44 % de cas.

Cela se confirme par des dossiers de conflits fonciers qui s'observent dans les Cours et Tribunaux de la seule Ville de Kinshasa. Des statistiques provenant des Cours et Tribunaux confirment cette tendance car dans la seule Ville de Kinshasa, 70% des dossiers traités sont liés aux conflits parcellaires et fonciers.

Tableau 20 : Eviter de payer les taxes qu'ils doivent payer au Gouvernement

Q20. Dans ce pays, quelle est la probabilité pour des gens aisés de donner des pots de vin ou d'utiliser des connections personnelles pour: Eviter de payer les taxes qu'ils doivent payer au gouvernement									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Probable	866	487	379	420	232	116	98	472	394
	67%	67%	67%	65%	65%	73%	78%	69%	65%
Improbable	389	219	170	213	113	41	22	195	194
	30%	30%	31%	33%	32%	26%	18%	29%	32%
Très peu probable	146	81	65	87	38	9	12	79	67
	11%	11%	12%	13%	11%	6%	10%	12%	11%
Peu probable	243	138	105	126	75	32	10	116	127
	19%	19%	19%	20%	21%	20%	8%	17%	21%
Probable	416	224	192	205	118	64	29	234	182
	32%	31%	34%	32%	33%	40%	23%	34%	30%
Très probable	450	263	187	215	114	52	69	238	212
	35%	36%	33%	33%	32%	33%	55%	35%	35%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	27	16	11	12	8	2	5	15	12
	2%	2%	2%	2%	2%	1%	4%	2%	2%

Commentaire :

Le tableau ci- dessus indique que 67 % des personnes enquêtées confirment la probabilité pour des gens aisés de donner des pots de vin ou d'utiliser des connections personnelles pour éviter de payer les taxes qu'ils doivent payer au gouvernement. Ceci est, par contre improbable pour 30 % des populations interrogées.

Au regard de la pratique des pots de vins en République Démocratique du Congo, les personnes aisées évitent de payer les taxes qu'ils doivent au gouvernement. C'est notamment le cas des Chaînes de Télévision dont les propriétaires sont des personnes aisées et qui sont membre de la majorité au pouvoir qui ne payent pas la taxe qu'elles devraient payer au CSAC. Les responsables du CSCAC qui viennent présenter leurs prévisions budgétaires lors des Séminaires d'Orientation budgétaire déclarent haut et fort que les responsables des Chaînes de Télévision ne payent pas la taxe qu'elles devraient payer au trésor public avec toutes les conséquences que cela entraînent dans la mobilisation des recettes propres.

Tableau n°21 : Probabilité pour les gens ordinaires de donner des pots de vin ou d'utiliser leurs Connexions personnelles.

Q11B. Dans ce pays, quelle est la probabilité pour des gens aisés de donner des pots de vin ou d'utiliser des connexions personnelles pour : Eviter de se présenter devant les tribunaux									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Probable	884	497	387	428	235	119	102	493	391
	69%	69%	69%	67%	67%	75%	81%	72%	65%
Improbable	359	204	155	198	104	37	20	166	193
	28%	28%	27%	30%	29%	23%	16%	24%	32%
Très peu probable	141	78	63	80	39	13	9	61	80
	11%	11%	11%	12%	11%	8%	7%	9%	13%
Peu probable	218	126	92	118	65	24	11	105	113
	17%	17%	16%	18%	18%	15%	9%	15%	19%
Probable	431	233	198	217	112	64	38	246	185
	34%	32%	35%	34%	32%	40%	30%	36%	31%
Très probable	453	264	189	211	123	55	64	247	206
	35%	37%	34%	33%	35%	35%	51%	36%	34%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	39	21	18	19	14	3	3	23	16
	3%	3%	3%	3%	4%	2%	2%	3%	3%

Commentaire :

69 % des personnes interrogées disent qu'il est probable que des personnes aisés donnent des pots de vin ou utilisent des connexions personnelles pour éviter de se présenter devant les tribunaux.

En République Démocratique du Congo, la justice est souvent accusée d'être au service des personnes riches surtout ceux qui sont en bonne relation avec le pouvoir en place. Les personnes riches qui sont souvent accusées d'être derrière les opposants sont souvent harcelés et forcés d'aller en exil.

La Justice Congolaise contribue souvent à ce harcèlement et permet aux personnes riches d'éviter par des pots des vins de se présenter devant les tribunaux.

Tableau 22 : Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas

Q22. Dans ce pays, quelle est la probabilité pour des gens aisés de donner des pots de vin ou d'utiliser des connections personnelles pour: Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre des personnes	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Probable	888	500	388	430	243	118	97	498	390
	69%	69%	70%	67%	69%	74%	78%	73%	65%
Improbable	313	175	138	179	86	32	16	146	167
	25%	24%	25%	27%	24%	20%	13%	21%	28%
Très peu probable	136	74	62	80	32	18	6	71	65
	11%	10%	11%	12%	9%	11%	5%	10%	11%
Peu probable	177	101	76	99	54	14	10	75	102
	14%	14%	14%	15%	15%	9%	8%	11%	17%
Probable	440	241	199	225	123	57	35	260	180
	34%	33%	36%	35%	35%	36%	28%	38%	30%
Très probable	448	259	189	205	120	61	62	238	210
	35%	36%	34%	32%	34%	38%	50%	35%	35%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	81	47	34	36	24	9	12	38	43
	6%	7%	6%	6%	7%	6%	10%	6%	7%

Commentaire :

888 personnes soit 69 % allèguent qu'il est probable que les gens aisés donnent des pots de vin pour faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne leur appartiennent pas. Pour 333 personnes interrogées, soit 25 %, il est improbable qu'ils agissent ainsi. Avec la pratique des pots de vin, les gens aisés s'accaparent facilement des parcelles d'autrui. L'accaparement des terres, surtout à usage agricole est monnaie courante tant en milieux urbains que ruraux. Notre bureau se trouvant à Kinkole, dans la périphérie de Kinshasa, on enregistre plus de 100 plaintes venant des citoyens qui se plaignent d'avoir perdu leurs parcelles au détriment des hommes riches qui utilisent leurs liens avec les autorités politiques pour leur ravir les parcelles. Ils payent des pots de vin à l'administration foncière pour faire fabriquer un faux titre de propriétés.

Tableau n° (13) : Rendement des jugements par les juges et les magistrats

Q13. Est-ce que selon vous dans ce pays: Les juges et les magistrats rendent des jugements justes, honnêtes, indépendants et sans subir de pressions extérieures?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
N	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Jamais/Rarement	643	378	265	319	171	84	69	318	325
	50%	52%	48%	50%	49%	53%	55%	47%	54%
Parfois/Souvent	610	329	281	313	176	71	50	347	263
	48%	45%	50%	48%	50%	45%	40%	51%	44%
Souvent	200	109	91	117	53	16	14	121	79
	16%	15%	16%	18%	15%	10%	11%	18%	13%
Parfois	410	220	190	196	123	55	36	226	184
	32%	30%	34%	30%	35%	35%	29%	33%	31%
Rarement	414	225	189	217	105	51	41	210	204
	32%	31%	34%	34%	30%	32%	33%	31%	34%
Jamais	229	153	76	102	66	33	28	108	121
	18%	21%	14%	16%	19%	21%	22%	16%	20%
Ne sait pas	29	15	14	13	6	4	6	17	12
	2%	2%	3%	2%	2%	3%	5%	2%	2%

Commentaire :

50 % des personnes interrogées estiment que les juges et les magistrats ne rendent jamais ou rarement des jugements justes et **48 %** estiment que ceux-ci le font parfois ou souvent. Les juges et les magistrats subissent des influences venant soit du pouvoir public, soit des personnes aisées pour rendre des jugements fantaisistes en acceptant des pots de vin.

Le Président Kabila avait pris plusieurs ordonnances révoquant des Juges et Magistrats pour des faits de corruption ces 5 dernières années. Les dernières ordonnances en date se trouve sur le lien <https://www.csm-rdc.cd/2071/a-la-une/joseph-kabila-nettoie-la-magistrature-de-la-rdc--revocation-et-nomi>

La Corruption au sein de la Justice en RDC est un fait réel et faits qualifiés par les citoyens Congolais de **3 V** cad, le Juges/Magistrats aiment la **Voiture, la Veste et Villa**.

Tableau n°14 : Ignorance des jugements de la justice par le président, les politiciens, les chefs Des entreprises.

Tableau n° 14.1 : Le Président

Q14.1. Est-ce que selon vous dans ce pays: Le président ignore les jugements de la justice et les lois de ce pays?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
N	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Jamais/Rarement	360	202	158	178	98	42	42	149	211
	28%	28%	28%	27%	27%	26%	33%	21%	35%
Parfois/Souvent	845	479	366	426	242	101	76	486	359
	66%	67%	65%	66%	68%	64%	61%	72%	60%
Souvent	517	302	215	249	153	63	52	324	193
	40%	42%	38%	39%	43%	40%	42%	48%	32%
Parfois	328	177	151	177	89	38	24	162	166
	26%	25%	27%	27%	25%	24%	19%	24%	28%
Rarement	181	95	86	87	54	26	14	85	96
	14%	13%	15%	13%	15%	16%	11%	12%	16%
Jamais	179	107	72	91	44	16	28	64	115
	14%	15%	13%	14%	12%	10%	22%	9%	19%
Ne sait pas	77	41	36	41	13	16	7	47	30
	6%	6%	6%	6%	4%	10%	6%	7%	5%

Commentaire :

Sur 845 personnes interviewées, **soit 66 %**, affirment que le Président ignore les jugements de la justice et des lois de ce pays et 517 soit 40 % des personnes interviewées déclarent que ce dernier les ignore souvent. C'est notamment le cas du Dossier Cibalonza, ancien Gouverneur de la Province du Sud Kivu, qui avait été demis de ces fonctions par une motion de censure de l'Assemblée Provinciale du Sud Kivu en 2017. Il fut réhabilité par la Cour Suprême de Justice mais le Président Kabila ne l'a jamais remis de ses fonctions. Vous pouvez lire l'article sur le lien <https://www.radiookapi.net/sans-categorie/2007/12/27/sud-kivu-le-gouverneur-celestin-chibalonza-rehabilite>

Tableau 14.2 : **Les Politiciens**

Q14.2. Est-ce que selon vous dans ce pays: Les politiciens ignorent les jugements de la justice et les lois de ce pays?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Jamais/Rarement	409	235	174	199	112	62	36	169	240
	32%	33%	31%	31%	32%	39%	29%	25%	40%
Parfois/Souvent	823	460	363	421	228	93	81	480	343
	65%	64%	65%	66%	64%	58%	65%	71%	57%
Souvent	469	278	191	236	125	53	55	299	170
	37%	39%	34%	37%	35%	33%	44%	44%	28%
Parfois	354	182	172	185	103	40	26	181	173
	28%	25%	31%	29%	29%	25%	21%	27%	29%
Rarement	212	112	100	107	53	37	15	97	115
	17%	16%	18%	17%	15%	23%	12%	14%	19%
Jamais	197	123	74	92	59	25	21	72	125
	15%	17%	13%	14%	17%	16%	17%	11%	21%
Ne sait pas	50	27	23	25	13	4	8	33	17
	4%	4%	4%	4%	4%	3%	6%	5%	3%

Commentaire :

A en croire les résultats des sondages, **65% des** personnes interviewées estiment que les politiciens ignorent parfois ou souvent les jugements de la justice de ce pays. Par contre **37% des** personnes sondées estiment que les politiciens ignorent souvent les jugements rendus par les Cours et Tribunaux. C'est notamment le cas de l'article publié par la Radio Okapi qui cite que 60%, des jugements rendus par les Cours et Tribunaux de la Province Ville de Kinshasa ne sont pas exécutés à cause des interférences politiques. <https://www.radiookapi.net/actualite/2012/05/15/kinshasa-60-des-jugements-rendus-par-les-tribunaux-ne-sont-pas-executes-des-pressions-politiques>

Tableau 14.3 : **Les chefs d'entreprises.**

Q14.3. Est-ce que selon vous dans ce pays: Les chefs d'entreprise ignorent les jugements de la justice et les lois de ce pays?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Jamais/Rarement	451	251	200	224	122	60	45	179	272
	35%	35%	36%	34%	34%	38%	36%	27%	46%
Parfois/Souvent	776	441	335	395	222	89	70	464	312
	60%	61%	60%	61%	63%	56%	56%	69%	52%
Souvent	391	225	166	196	114	41	40	249	142
	30%	31%	30%	30%	32%	26%	32%	37%	24%
Parfois	385	216	169	199	108	48	30	215	170
	30%	30%	30%	31%	31%	30%	24%	32%	28%
Rarement	241	137	104	125	61	40	15	100	141
	19%	19%	19%	19%	17%	25%	12%	15%	24%
Jamais	210	114	96	99	61	20	30	79	131
	16%	16%	17%	15%	17%	13%	24%	12%	22%
Ne sait pas	55	30	25	26	9	10	10	39	16
	4%	4%	4%	4%	3%	6%	8%	6%	3%

Commentaire :

Les personnes sondées estiment que 60 % des chefs d'entreprises ignorent parfois et souvent les jugements de la justice de ce pays. Par contre, seulement 30% des personnes interrogées estiment que les Chef d'Entreprises ignorent souvent les jugements rendus par les Cours et Tribunaux. C'est un fait réel par ce que la plus part des Chef d'Entreprises de Nationalité Congolais sont en alliance avec les hommes politiques. Dans le cas de paiement d'impôts, plusieurs Chef d'Entreprise utilisent ces amitiés avec des hommes politiques pour ne pas payer les impôts malgré l'existence des jugements les ordonnant à payer les impôts et taxes.

Le dossier les plus frappants est le dossier entre un Syndicaliste de la DGDA et la Direction de la DGDA. Le Syndicaliste avait saisi les Cours et Tribunaux pour résiliation abusive du contrat de travail et demandait son ré intégration à la DGDA. Le Syndicaliste avait gain de cause et les Cours et Tribunaux demandaient à ce que la DGDA ré intègre le Syndicaliste. Malgré l'existence de ces Jugements, jusqu'à l'élaboration de ce rapport, le Syndicaliste n'a jamais ré intégré la DGDA.

Tableau n°15 : Possibilité d'une affaire à une école publique au cours des 12 derniers mois.

Q15. Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu affaire à une école publique?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Oui	514	286	228	256	138	71	49	299	215
	40%	40%	41%	40%	39%	45%	39%	44%	36%
Non	723	404	319	361	205	85	72	369	354
	56%	56%	57%	56%	58%	53%	58%	54%	59%
Ne sait pas	45	32	13	28	10	3	4	14	31
	4%	4%	2%	4%	3%	2%	3%	2%	5%

Commentaire :

Les personnes sondées ont affirmées à **40 %** avoir eu affaire à une école publique et **56 %** ont répondu n'avoir jamais eu une affaire avec une école publique. Or, les textes légaux actuels demandent aux parents d'élèves d'être impliqués dans le fonctionnement des écoles en participant dans l'élaboration du budget de l'école et dans l'exécution du budget de l'école. Vous comprendrez que malgré l'existence de ces textes, les parents d'élèves ne participent pas quotidiennement à la gestion des écoles.

Tableau n° 16 : Facilité ou difficulté d'obtenir des services auprès des enseignants ou des employés de l'école.

Q16. Cela a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès des enseignants ou des employés de l'école?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Difficile/Très difficile	272	166	106	152	68	27	25	151	121
	21%	23%	19%	24%	19%	17%	20%	22%	20%
Facile/Très facile	236	118	118	102	68	43	23	146	90
	19%	16%	21%	16%	20%	27%	18%	21%	16%
Pas de réponse	728	405	323	362	207	86	73	371	357
	57%	56%	58%	56%	59%	54%	58%	54%	60%
Très facile	86	32	54	34	34	14	4	71	15
	7%	4%	10%	5%	10%	9%	3%	10%	3%
Facile	150	86	64	68	34	29	19	75	75
	12%	12%	11%	11%	10%	18%	15%	11%	13%
Difficile	190	107	83	110	46	19	15	98	92
	15%	15%	15%	17%	13%	12%	12%	14%	15%
Très difficile	82	59	23	42	22	8	10	53	29
	6%	8%	4%	7%	6%	5%	8%	8%	5%
Ne sait pas	46	33	13	29	10	3	4	14	32
	4%	5%	2%	4%	3%	2%	3%	2%	5%

Commentaire :

Sur 1282 personnes interviewées, 728 personnes, soit 57 %, ne connaissent pas si cela a été facile ou difficile d'obtenir un service. 15 % affirment qu'ils ont eu des difficultés à obtenir les services dont ils avaient besoin.

Etant donné que ce sont les parents qui financent les études en RDC, la plus part des parents ne demandent pas service dans les écoles sauf lorsque l'enfant veut changer d'école. A cette occasion, le parent demande qu'on lui donne les bulletins de l'enfant qu'il obtient sans difficulté s'il a payé le service.

Tableau n° 17 : Fréquence de corruptions afin d'obtenir les services demandés

Q17. Combien de fois, si cela est arrivé, avez-vous eu besoin de verser des pots de vin, donner un cadeau ou rendre un service aux enseignants ou employés de l'école afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Quelque fois/Souvent	161	102	59	87	46	11	17	81	80
	13%	15%	10%	13%	13%	7%	14%	12%	14%
Jamais/Une fois ou deux	332	175	157	156	88	57	31	204	128
	26%	24%	28%	25%	25%	36%	25%	30%	21%
Pas de réponse	740	410	330	372	208	88	72	380	360
	58%	57%	59%	58%	59%	55%	58%	56%	60%
Jamais	212	110	102	94	59	35	24	134	78
	17%	15%	18%	15%	17%	22%	19%	20%	13%
Une fois ou deux	120	65	55	62	29	22	7	70	50
	9%	9%	10%	10%	8%	14%	6%	10%	8%
Quelque fois	102	55	47	54	30	7	11	49	53
	8%	8%	8%	8%	8%	4%	9%	7%	9%
Souvent	59	47	12	33	16	4	6	32	27
	5%	7%	2%	5%	5%	3%	5%	5%	5%
Ne sait pas	49	35	14	30	11	3	5	17	32
	4%	5%	3%	5%	3%	2%	4%	2%	5%

Commentaire :

Les résultats de ce tableau indiquent que 58 % des personnes interrogées ne connaissent pas la fréquence qu'ils ont versés des pots de vin pour obtenir un service auprès des enseignants ou employés de l'école. Ceci ne veut pas dire que la pratique n'existe pas ; 26% disent une fois ou deux, 13 % quelques fois. Le phénomène est certes récurrent vers les périodes des épreuves de fin de cycle dans les certaines écoles.

Tableau n°18 : Possibilité d'une affaire à un hôpital ou d'une clinique publique ou privé au cours des 12 derniers mois.

Q18. Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu affaire à un hôpital ou une clinique, soit publique soit privé?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
N	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Oui	652	360	292	301	188	90	73	381	271
	51%	50%	52%	47%	53%	57%	58%	56%	45%
Non	588	333	255	322	153	66	47	284	304
	46%	46%	46%	50%	43%	42%	38%	42%	51%
Ne sait pas	42	29	13	22	12	3	5	17	25
	3%	4%	2%	3%	3%	2%	4%	2%	4%

Commentaire :

Sur un total de 1 282 personnes interrogées, 51 % des personnes affirment avoir eu affaire à un hôpital ou une clinique publique ou privé ces 12 derniers mois et 46 % des personnes disent Non. Le taux de mortalité étant trop élevé en RDC, vous comprendrez pourquoi la grande majorité des citoyens affirment avoir eu une affaire avec un hôpital ou une clinique privée

Tableau n°19 : Facilité ou difficulté d'obtenir les services médicaux auprès du personnel médical de l'établissement.

Q19. Cela a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les services médicaux dont vous aviez besoin auprès du personnel médical de l'établissement?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Difficile/Très difficile	275	166	109	133	69	38	35	155	120
	22%	23%	20%	20%	20%	24%	28%	23%	20%
Facile/Très facile	372	191	181	166	118	51	37	223	149
	29%	26%	32%	26%	33%	32%	30%	33%	25%
Pas de réponse	592	335	257	323	154	67	48	287	305
	46%	46%	46%	50%	44%	42%	38%	42%	51%
Très facile	123	59	64	50	43	25	5	90	33
	10%	8%	11%	8%	12%	16%	4%	13%	6%
Facile	249	132	117	116	75	26	32	133	116
	19%	18%	21%	18%	21%	16%	26%	20%	19%
Difficile	204	116	88	106	45	27	26	109	95
	16%	16%	16%	16%	13%	17%	21%	16%	16%
Très difficile	71	50	21	27	24	11	9	46	25
	6%	7%	4%	4%	7%	7%	7%	7%	4%
Ne sait pas	43	30	13	23	12	3	5	17	26
	3%	4%	2%	4%	3%	2%	4%	2%	4%

Commentaire :

Sur un total de 1 282 personnes interrogées, 46 % de personnes sondées ne savent pas si cela a été facile ou difficile d'obtenir les services médicaux. Par contre 29 % reconnaissent qu'il a été facile pour eux d'avoir un service auprès des personnels médicaux et 22 % ont eu des difficultés à obtenir les services médicaux auprès du personnel médical de ces institutions.

Tableau n°18 : Temps consacré pour recevoir les soins médicaux

Q18. Combien de temps cela a-t-il pris pour recevoir les soins médicaux dont vous aviez besoin? Les avez-vous reçu immédiatement, après une courte attente, après une longue attente ou jamais?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
N	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Pas de réponse	603	339	264	330	155	68	50	297	306
	47%	47%	47%	51%	44%	43%	40%	44%	51%
Immédiatement	212	100	112	90	66	37	19	139	73
	17%	14%	20%	14%	19%	23%	15%	20%	12%
Après une courte période d'attente	223	129	94	111	64	23	25	122	101
	17%	18%	17%	17%	18%	14%	20%	18%	17%
Après une longue période d'attente	183	111	72	83	52	25	23	98	85
	14%	15%	13%	13%	15%	16%	18%	14%	14%
Jamais	16	11	5	6	4	3	3	7	9
	1%	2%	1%	1%	1%	2%	2%	1%	2%
Ne sait pas	45	32	13	25	12	3	5	19	26
	4%	4%	2%	4%	3%	2%	4%	3%	4%

Commentaire :

Le constat général est que les personnes interrogées ont eu des difficultés à préciser le temps qu'ils ont attendu pour recevoir les soins médicaux. 47 % n'ont pas répondu à cette question. 17 % reconnaissent avoir reçu les soins immédiatement. Seulement 14 % affirment avoir reçu les soins après une longue période d'attente. En RDC, lorsque tu as l'argent, les temps d'attente sont courts alors que lorsque tu n'as pas d'argent, le temps d'attente devient long.

Tableau n°19 : Corruptions afin de recevoir les soins médicaux.

Q19. Combien de fois, si cela est arrivé, avez-vous eu besoin de verser des pots de vin, donner un cadeau ou rendre un service au personnel de santé de l'hôpital ou de la clinique afin d'obtenir les services médicaux dont vous aviez besoin?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Payé un pot-de-vin	254	154	100	108	78	40	28	131	123
	20%	21%	18%	17%	22%	25%	22%	19%	21%
Jamais/Une fois ou deux	492	256	236	238	137	63	54	300	192
	38%	35%	43%	37%	39%	39%	44%	44%	32%
Quelque fois/Souvent	133	87	46	54	43	25	11	69	64
	10%	12%	8%	9%	12%	15%	9%	10%	11%
Pas de réponse	606	344	262	327	158	68	53	290	316
	47%	48%	47%	51%	45%	43%	42%	43%	53%
Jamais	371	189	182	184	102	48	37	238	133
	29%	26%	33%	29%	29%	30%	30%	35%	22%
Une fois ou deux	121	67	54	54	35	15	17	62	59
	9%	9%	10%	8%	10%	9%	14%	9%	10%
Quelque fois	90	54	36	37	31	15	7	42	48
	7%	7%	6%	6%	9%	9%	6%	6%	8%
Souvent	43	33	10	17	12	10	4	27	16
	3%	5%	2%	3%	3%	6%	3%	4%	3%
Ne sait pas	51	35	16	26	15	3	7	23	28
	4%	5%	3%	4%	4%	2%	6%	3%	5%

Commentaire :

Les résultats exprimés constatés dans ce tableau donnent 47 % ne connaissent pas combien de fois ils ont versés des pots de vin pour obtenir les soins médicaux. 38 % reconnaissent une ou deux fois.

29 % ne reconnaissent pas cette pratique. 20% seulement ont reconnus avoir payé un pots de vin pour avoir des soins médicaux. En RDC, il faut payer pour avoir des soins médicaux. Si vous n'avez pas de l'argent il y a accès aux soins médicaux. C'est pour cela que le taux de mortalité est trop élevé en RDC car la plus part des citoyens sont pauvres et ne peuvent pas avoir l'argent pour accéder aux soins médicaux.

Tableau n°20 : Obtentions des papiers officiels dans les 12 derniers mois

Q20. Au cours des douze derniers mois, avez-vous essayé d'obtenir des papiers officiels tels que une carte d'identité, un certificat de naissance, un permis de conduire, un passeport ou une carte d'électeur auprès de l'administration?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Oui	880	505	375	438	238	112	92	536	344
	69%	70%	67%	68%	67%	70%	74%	79%	57%
Non	360	190	170	180	104	46	30	128	232
	28%	26%	30%	28%	29%	29%	24%	19%	39%
Ne sait pas	42	27	15	27	11	1	3	18	24
	3%	4%	3%	4%	3%	1%	2%	3%	4%

Commentaire :

Sur 1 282 personnes interrogées, 69 % des personnes affirment avoir essayé d'obtenir des papiers auprès de l'administration et 28 % ne l'ont pas fait.

Ceci montre que la grande majorité des citoyens veulent être en règle administrative pour prévenir des cas de contentieux.

Tableau n°21 : **Facilité ou difficulté d'obtention des papiers officiels.**

Q21. Cela a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les documents dont vous aviez besoin auprès de l'administration?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Difficile/Très difficile	603	344	259	305	168	75	55	395	208
	47%	47%	47%	47%	47%	47%	44%	58%	35%
Facile/Très facile	274	159	115	131	69	37	37	140	134
	22%	22%	21%	21%	20%	23%	30%	20%	23%
Pas de réponse	362	191	171	181	105	46	30	129	233
	28%	26%	31%	28%	30%	29%	24%	19%	39%
Très facile	36	20	16	18	10	3	5	21	15
	3%	3%	3%	3%	3%	2%	4%	3%	3%
Facile	238	139	99	113	59	34	32	119	119
	19%	19%	18%	18%	17%	21%	26%	17%	20%
Difficile	307	169	138	151	86	34	36	158	149
	24%	23%	25%	23%	24%	21%	29%	23%	25%
Très difficile	296	175	121	154	82	41	19	237	59
	23%	24%	22%	24%	23%	26%	15%	35%	10%
Ne sait pas	43	28	15	28	11	1	3	18	25
	3%	4%	3%	4%	3%	1%	2%	3%	4%

Commentaire :

Sur 1 282 personnes interrogées, **47% des personnes** affirment avoir obtenus difficilement les documents officiels. **19%** les obtenus facilement et **28% n'ont** pas répondu à cette question. L'obtention des documents officiels est souvent difficile aux citoyens par ce que les agents de l'Etat demandent souvent des pots de vin aux citoyens. C'est ce qui fait que la plus part des citoyens ne s'hasardent pas à aller demander ces documents officiels.

Tableau n°22 : **Le temps consacré pour obtenir les papiers officiels.**

Q22. Combien de temps cela a-t-il pris pour obtenir les documents dont vous aviez besoin? Les avez-vous reçu immédiatement, après une courte attente, après une longue attente ou jamais?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Pas de réponse	368	195	173	184	105	48	31	135	233
	29%	27%	31%	29%	30%	30%	25%	20%	39%
Immédiatement	128	62	66	52	42	14	20	58	70
	10%	9%	12%	8%	12%	9%	16%	9%	12%
Après une courte période d'attente	234	153	81	124	51	29	30	134	100
	18%	21%	14%	19%	14%	18%	24%	20%	17%
Après une longue période d'attente	475	263	212	240	135	61	39	326	149
	37%	36%	38%	37%	38%	38%	31%	48%	25%
Jamais	26	16	10	13	6	5	2	10	16
	2%	2%	2%	2%	2%	3%	2%	1%	3%
Ne sait pas	51	33	18	32	14	2	3	19	32
	4%	5%	3%	5%	4%	1%	2%	3%	5%

Commentaire :

Pour cette question, 368 personnes interrogées, **soit 29 %**, n'ont pas donné une réponse à cette question. Tandis que 475 personnes interrogées, **soit 37 %**, ont connu une longue période d'attente avant de recevoir les documents. Cette façon de faire est généralement le cas dans les services de l'administration de notre pays. Le terme « **service express** » répandu dans nos administrations signifie que le service rendu en temps court est égal au surplus des frais à payer à l'agent.

Tableau n°23 : **Fréquence de corruption afin d'obtenir les documents requis.**

Q23. Combien de fois, si cela est arrivé, avez-vous eu besoin de verser des pots de vin, donner un cadeau ou rendre un service aux employés de l'administration pour obtenir les documents dont vous aviez besoin?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
N	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Payé un pot-de-vin	612	350	262	299	175	81	57	359	253
	48%	48%	47%	46%	50%	51%	46%	53%	42%
Pas de réponse	371	200	171	187	106	46	32	138	233
	29%	28%	31%	29%	30%	29%	26%	20%	39%
Jamais	242	136	106	124	59	28	31	157	85
	19%	19%	19%	19%	17%	18%	25%	23%	14%
Une fois ou deux	220	132	88	120	53	22	25	109	111
	17%	18%	16%	19%	15%	14%	20%	16%	19%
Quelque fois	182	106	76	85	53	25	19	102	80
	14%	15%	14%	13%	15%	16%	15%	15%	13%
Souvent	210	112	98	94	69	34	13	148	62
	16%	16%	18%	15%	20%	21%	10%	22%	10%
Ne sait pas	57	36	21	35	13	4	5	28	29
	4%	5%	4%	5%	4%	3%	4%	4%	5%

Commentaire :

La question 22 trouve sa réponse ici par ce que le temps long d'attente soumis aux citoyens pour obtenir un document dont on a besoin est tributaire au paiement des pots de vin à l'agent. Sur la question 23, vous constatez que 612 personnes interrogées, **soit 48%**, affirment avoir payé les pots de vin pour obtenir un document dont a besoin. Tandis que **16%** des citoyens estiment que cette pratique est souvent utilisée par les agents de l'Etat.

Tableau n°24 : Accès à des services tels que la distribution de l'eau et l'électricité, l'assainissement des eaux usées au cours des 12 derniers mois.

Q24. Au cours des douze derniers mois, avez-vous essayé d'obtenir l'accès à des services tels que la distribution d'eau et d'électricité, l'assainissement des eaux usées auprès de l'administration?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
N	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Oui	601	360	241	279	148	91	83	377	224
	47%	50%	43%	43%	42%	57%	66%	55%	37%
Non	630	321	309	336	189	66	39	287	343
	49%	44%	55%	52%	54%	42%	31%	42%	57%
Ne sait pas	51	41	10	30	16	2	3	18	33
	4%	6%	2%	5%	5%	1%	2%	3%	6%

Commentaire :

47 % des personnes interrogées ont obtenu des services tels que la distribution d'eau et d'électricité, l'assainissement des eaux usées auprès de l'administration et 49 % n'ont pas obtenus ces services. La fourniture des services précités est très faible en RDC à tel point que si vous avez une panne d'électricité à la maison vous devez payer pour obtenir ce service. C'est la même chose pour le cas de l'eau. Des plus en plus des voix s'élèvent pour dénoncer cette situation mais la situation reste inchangé jusqu'aujourd'hui.

Tableau n° 25 : Facilités ou difficultés d'obtenir les services voulus

Q25. Cela a-t-il été facile ou difficile d'obtenir les services dont vous aviez besoin auprès de l'administration									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Difficile/Très difficile	369	220	149	169	92	48	60	200	169
	29%	31%	27%	26%	26%	30%	48%	29%	28%
Facile/Très facile	222	134	88	105	53	42	22	168	54
	17%	19%	16%	16%	15%	27%	18%	24%	9%
Pas de réponse	633	323	310	338	189	66	40	290	343
	49%	45%	55%	52%	54%	42%	32%	43%	57%
Très facile	43	26	17	18	8	12	5	37	6
	3%	4%	3%	3%	2%	8%	4%	5%	1%
Facile	179	108	71	87	45	30	17	131	48
	14%	15%	13%	13%	13%	19%	14%	19%	8%
Difficile	239	128	111	111	56	29	43	111	128
	19%	18%	20%	17%	16%	18%	34%	16%	21%
Très difficile	130	92	38	58	36	19	17	89	41
	10%	13%	7%	9%	10%	12%	14%	13%	7%
Ne sait pas	58	45	13	33	19	3	3	24	34
	5%	6%	2%	5%	5%	2%	2%	4%	6%

Commentaire :

Le tableau ci-dessus indique que 29 % des personnes interviewées ont rencontrés des difficultés à obtenir les services demandés à l'administration. 17 % ont eu des facilités à obtenir ces services et 49 % n'ont pas trouvé de réponse à cette question.

Comme dans le cas d'obtenir les papiers et documents officiels, les agents de l'Etat rendent souvent monnayable les services administratifs.

Tableau n° 26 : **Fréquence de corruption afin d'obtenir les services voulus**

Q26. Combien de fois, si cela est arrivé, avez-vous eu besoin de verser des pots de vin, donner un cadeau ou rendre un service aux employés de l'administration pour obtenir les services dont vous aviez besoin?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Payé un pot-de-vin	422	259	163	193	107	69	53	254	168
	33%	36%	29%	30%	30%	43%	42%	37%	28%
Pas de réponse	639	324	315	341	191	67	40	293	346
	50%	45%	56%	53%	54%	42%	32%	43%	58%
Jamais	167	96	71	79	39	21	28	115	52
	13%	13%	13%	12%	11%	13%	22%	17%	9%
Une fois ou deux	124	75	49	64	27	17	16	88	36
	10%	10%	9%	10%	8%	11%	13%	13%	6%
Quelque fois	144	86	58	64	45	21	14	75	69
	11%	12%	10%	10%	13%	13%	11%	11%	12%
Souvent	154	98	56	65	35	31	23	91	63
	12%	14%	10%	10%	10%	19%	18%	13%	11%
Ne sait pas	54	43	11	32	16	2	4	20	34
	4%	6%	2%	5%	5%	1%	3%	3%	6%

Commentaire :

Il ressort de ce tableau que **33 % des** personnes interrogées reconnaissent avoir payé un pot de vin aux employés de l'administration, et 50 % n'ont pas donné une réponse à cette question. Le manque de réponses peut être dû au fait que ces personnes n'ont pas même sollicité un quelconque service.

Tableau n° 27 : Recours à l'aide de la police au cours de 12 derniers mois

Q27. Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu recours à l'aide de la police?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Oui	243	150	93	110	74	31	28	152	91
	19%	21%	17%	17%	21%	19%	22%	22%	15%
Non	981	529	452	499	263	124	95	513	468
	77%	73%	81%	77%	75%	78%	76%	75%	78%
Ne sait pas	58	43	15	36	16	4	2	17	41
	5%	6%	3%	6%	5%	3%	2%	2%	7%

Commentaire :

Il ressort de ce tableau que 19 % des personnes interrogées ont recouru à l'aide de la police. 77 % ne l'ont pas fait. La grande majorité des Congolais ont peur de recourir aux services de la Police par ce qu'ils ont pas confiance en elle.

Tableau n°28 : Facilité ou difficulté d'obtenir l'aide auprès de la police

Q28. Cela a-t-il été facile ou difficile d'obtenir l'aide dont vous aviez besoin auprès la police?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Difficile/Très difficile	171	105	66	75	56	23	17	95	76
	13%	14%	11%	11%	16%	15%	14%	14%	12%
Facile/Très facile	69	43	26	33	18	7	11	54	15
	5%	6%	4%	5%	6%	5%	9%	8%	2%
Pas de réponse	983	530	453	500	263	125	95	515	468
	77%	73%	81%	78%	75%	79%	76%	76%	78%
Très facile	16	8	8	11	2	1	2	14	2
	1%	1%	1%	2%	1%	1%	2%	2%	*
Facile	53	35	18	22	16	6	9	40	13
	4%	5%	3%	3%	5%	4%	7%	6%	2%
Difficile	94	53	41	40	32	11	11	50	44
	7%	7%	7%	6%	9%	7%	9%	7%	7%
Très difficile	77	52	25	35	24	12	6	45	32
	6%	7%	4%	5%	7%	8%	5%	7%	5%
Ne sait pas	59	44	15	37	16	4	2	18	41
	5%	6%	3%	6%	5%	3%	2%	3%	7%

Commentaire :

13 % des populations interrogées ont rencontrées des difficultés à obtenir l'aide de la police et **77 %** des personnes n'ont pas exprimé leur opinion à ce sujet. Ceux là qui n'ont pas exprimé leur opinion à recourir à l'aide de la Police peuvent avoir raison car elles n'ont pas confiance en la Police et se disent mieux vaut arranger mon problème seul.

Tableau n°29 : Le temps consacré pour obtenir l'aide de la police

Q29. Combien de temps cela va-t-il pris pour recevoir l'aide de la police dont vous aviez besoin?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Pas de réponse	988	534	454	501	264	127	96	517	471
	77%	74%	81%	78%	75%	80%	77%	76%	79%
Immédiatement	36	25	11	19	12	2	3	24	12
	3%	3%	2%	3%	3%	1%	2%	4%	2%
Après une courte période d'attente	49	27	22	19	14	5	11	32	17
	4%	4%	4%	3%	4%	3%	9%	5%	3%
Après une longue période d'attente	131	78	53	61	38	20	12	80	51
	10%	11%	9%	9%	11%	13%	10%	12%	9%
Jamais	16	13	3	9	6	0	1	8	8
	1%	2%	1%	1%	2%	0	1%	1%	1%
Ne sait pas	62	45	17	36	19	5	2	21	41
	5%	6%	3%	6%	5%	3%	2%	3%	7%

Commentaire :

Le tableau ci-dessus indique que 77 % des personnes interrogées n'ont pas répondu à cette question alors que 10% des personnes interrogées affirment avoir attendu pour une longue période pour avoir l'aide de la police.

En RDC tout aide de la Police est payante sauf pour des cas d'insécurité publique où la Police envoie des renforts énormes. Mais lorsqu'un citoyen a besoin de l'aide de la Police, il doit payer. C'est pour cela que les citoyens ne recourent pas à l'aide de la Police lorsqu'ils ont des problèmes.

Tableau n°30 : Fréquence d'actes de corruption afin d'obtenir l'aide auprès de la police

Q30.Combien de fois, si cela est arrivé, avez-vous eu besoin de verser des pots de vin, donner un cadeau ou rendre un service aux agents de police pour obtenir l'aide dont vous aviez besoin?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	295	190	105	144	88	34	29	164	131
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Payé un pot-de-vin	191	118	73	86	55	29	21	112	79
	65%	62%	70%	60%	63%	85%	72%	68%	60%
Jamais	44	27	17	21	16	1	6	33	11
	15%	14%	16%	15%	18%	3%	21%	20%	8%
Une fois ou deux	70	45	25	36	18	8	8	46	24
	24%	24%	24%	25%	20%	24%	28%	28%	18%
Quelque fois	66	37	29	25	24	12	5	36	30
	22%	19%	28%	17%	27%	35%	17%	22%	23%
Souvent	55	36	19	25	13	9	8	30	25
	19%	19%	18%	17%	15%	26%	28%	18%	19%
Ne sait pas	60	45	15	37	17	4	2	19	41
	20%	24%	14%	26%	19%	12%	7%	12%	31%

Commentaire :

191 personnes interrogées, soit 65 %, affirment avoir payés un pot de vin, donner un cadeau aux agents de la police pour obtenir de l'aide. 24 % l'ont fait une ou deux fois et 22 % quelque fois pour obtenir l'aide de la police.

Ceci prouve a suffisance que l'aide de la Police aux Citoyens est tributaire du versement d'un pot de vins. Les plus pauvres n'ont pas accès souvent à cette aide ce qui accroît souvent l'injustice dans la société Congolaise.

Tableau n°31 : Affaire à la police au cours des 12 derniers mois

Q31. Au cours des douze derniers mois, avez-vous eu affaire à la police lors de contrôles d'identité, a des checkpoints, lors de contrôle du Trafic ou pour une enquête de police?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Jamais	650 51%	346 48%	304 54%	310 48%	186 53%	84 53%	70 56%	367 54%	283 47%
Une fois ou deux	194 15%	107 15%	87 16%	112 17%	42 12%	26 16%	14 11%	119 17%	75 13%
Quelque fois	214 17%	128 18%	86 15%	98 15%	69 20%	26 16%	21 17%	101 15%	113 19%
Souvent	147 11%	90 12%	57 10%	78 12%	36 10%	15 9%	18 14%	60 9%	87 15%
Ne sait pas	77 6%	51 7%	26 5%	47 7%	20 6%	8 5%	2 2%	35 5%	42 7%

Commentaire :

51 % des personnes interrogées affirment n'avoir pas eu affaire à la police au cours des 12 derniers mois. 17 % ont quelque fois sollicité la police et 15 % l'ont fait une ou deux fois. Si la grande majorité des citoyens n'ont jamais eu affaire à la Police lors de contrôle de carte d'identité c'est par ce qu'il est rare qu'un Policier, en RDC, vous demande une carte d'identité en pleine journée. Ces genres de contrôle ne sont pas souvent organisés en RDC. La Police organise souvent des contrôles ciblés.

Tableau n° 47 : **Corruption versés à la police**

Q47. Combien de fois, si cela est arrivé, avez-vous eu besoin de verser des pots de vin, donner un cadeau ou rendre un service aux agents de police pour éviter d'avoir des problèmes lors de ces contrôles									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Payé un pot-de-vin	389	222	167	199	107	38	45	184	205
	30%	31%	30%	31%	30%	24%	36%	27%	34%
Pas de réponse	661	350	311	317	188	86	70	375	286
	52%	48%	56%	49%	53%	54%	56%	55%	48%
Jamais	135	83	52	72	33	22	8	82	53
	11%	11%	9%	11%	9%	14%	6%	12%	9%
Une fois ou deux	138	77	61	77	32	14	15	79	59
	11%	11%	11%	12%	9%	9%	12%	12%	10%
Quelque fois	146	79	67	71	44	17	14	66	80
	11%	11%	12%	11%	12%	11%	11%	10%	13%
Souvent	105	66	39	51	31	7	16	39	66
	8%	9%	7%	8%	9%	4%	13%	6%	11%
Ne sait pas	97	67	30	57	25	13	2	41	56
	8%	9%	5%	9%	7%	8%	2%	6%	9%

Commentaire :

30 % des personnes interrogées affirment avoir payé un pot de vin aux agents de la police, **11 %** reconnaissent l'avoir fait quelque fois et **52 %** n'ont pas exprimé leur opinion à ce sujet. Les Citoyens ont des difficultés à se souvenir le nombre de fois qu'ils ont donné un pot de vin à un Policier en RDC. C'est tellement usuel qu'il est difficile de quantifier cela.

Tableau n°33 : Mesures concrètes en cas de dénonciation dans un bureau de l'administration

Q33. Si vous alliez dans un bureau de l'administration pour rapporter des faits de corruption tels que des mauvais usage des fonds publics, des demandes de pots de vin de la part d'agents du gouvernement ou de l'administration, de la police ou du personnel d'écoles ou d'hôpitaux, quelle est la probabilité que vous trouviez quelqu'un capable de prendre des mesures concrètes?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Probable	399	232	167	199	114	54	32	199	200
	31%	32%	30%	31%	32%	34%	26%	29%	33%
Improbable	804	439	365	407	222	96	79	444	360
	63%	61%	65%	63%	63%	60%	63%	65%	60%
Très peu probable	438	240	198	214	131	54	39	241	197
	34%	33%	35%	33%	37%	34%	31%	35%	33%
Peu probable	366	199	167	193	91	42	40	203	163
	29%	28%	30%	30%	26%	26%	32%	30%	27%
Probable	292	165	127	146	82	39	25	145	147
	23%	23%	23%	23%	23%	25%	20%	21%	25%
Très probable	107	67	40	53	32	15	7	54	53
	8%	9%	7%	8%	9%	9%	6%	8%	9%
Ne sait pas/N'en a jamais entendu parler	79	51	28	39	17	9	14	39	40
	6%	7%	5%	6%	5%	6%	11%	6%	7%

Commentaire :

63 % des personnes interrogées trouvent improbables les mesures concrètes en cas de dénonciation dans un bureau de l'administration publique des cas de corruption et 34 % trouvent très peu probables les mesures concrètes. Ceci montre que les citoyens ne trouvent même plus le courage de dénoncer les pratiques de corruption par ce qu'il y a aucune mesure prise pour cela.

Les citoyens ont parfois peur de dénoncer par ce qu'il n'existe aucune loi qui protège les dénonciateurs et d'autres trouvent qu'il y aura aucune sanction même s'il dénonçait. D'ailleurs, certains citoyens craignent perdre leur emploi s'il dénonçait des pratiques de corruption.

Tableau n°34 : Opinion sur le genre de société souhaitée dans votre pays.

Q34. Je voudrais maintenant votre avis sur le genre de société que vous voudriez voir dans votre pays: quelles est parmi les phrases suivantes celle qui reflète le mieux votre opinion: choisissez l'une des deux phrases suivantes : 1. Première phrase : le gouvernement devrait pouvoir interdire les organisations qui vont contre sa politique. 2. Deuxième phrase : Les gens devraient être capables de rejoindre n'importe quel groupement, que le gouvernement soit d'accord ou pas.									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
D'accord/Tout à fait d'accord avec la première phrase	347	199	148	191	94	39	23	166	181
	27%	28%	26%	30%	27%	25%	18%	24%	30%
D'accord/Tout à fait d'accord avec la deuxième phrase	709	397	312	331	200	94	84	400	309
	55%	55%	56%	51%	57%	59%	67%	59%	52%
Tout à fait d'accord avec la première phrase	104	66	38	61	28	9	6	48	56
	8%	9%	7%	9%	8%	6%	5%	7%	9%
D'accord avec la première phrase	243	133	110	130	66	30	17	118	125
	19%	18%	20%	20%	19%	19%	14%	17%	21%
D'accord avec la deuxième phrase	330	181	149	154	89	42	45	142	188
	26%	25%	27%	24%	25%	26%	36%	21%	31%
Tout à fait d'accord avec la deuxième phrase	379	216	163	177	111	52	39	258	121
	30%	30%	29%	27%	31%	33%	31%	38%	20%
Pas d'accord avec les deux phrases	133	68	65	74	36	15	8	77	56
	10%	9%	12%	11%	10%	9%	6%	11%	9%
Ne sait pas	93	58	35	49	23	11	10	39	54
	7%	8%	6%	8%	7%	7%	8%	6%	9%

Commentaire :

Sur 1 282 personnes interrogées, 709 personnes, soit 55 %, sont d'accord avec la deuxième phrase. 19 % seulement sont d'accord avec la première phrase. 10 % ne sont pas d'accord avec les deux phrases sur le genre de société que vous voudriez voir dans votre pays

Tableau 35 : Opinion sur le gouvernement

Q35. Quelles sont parmi les phrases suivantes celle qui reflète le mieux votre opinion: choisissez l'une des deux phrases suivantes : 1. Première phrase : le plus important est que le gouvernement agisse efficacement même si nous n'avons pas d'influence sur ses choix 2. Deuxième phrase : le plus important est que les citoyens puissent exercer un contrôle sur l'action du gouvernement même si cela implique que les décisions soient parfois plus lentes.									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
D'accord/Tout à fait d'accord avec la première phrase	333	186	147	171	92	42	28	148	185
	26%	26%	26%	27%	26%	26%	22%	22%	31%
D'accord/Tout à fait d'accord avec la deuxième phrase	810	456	354	400	226	100	84	473	337
	63%	63%	63%	62%	64%	63%	67%	69%	56%
Tout à fait d'accord avec la première phrase	112	71	41	61	27	14	10	49	63
	9%	10%	7%	9%	8%	9%	8%	7%	11%
D'accord avec la première phrase	221	115	106	110	65	28	18	99	122
	17%	16%	19%	17%	18%	18%	14%	15%	20%
D'accord avec la deuxième phrase	349	191	158	166	102	39	42	147	202
	27%	26%	28%	26%	29%	25%	34%	22%	34%
Tout à fait d'accord	461	265	196	234	124	61	42	326	135

avec la deuxième phrase									
	36%	37%	35%	36%	35%	38%	34%	48%	23%
Pas d'accord avec les deux phrases	59	29	30	30	19	6	4	25	34
	5%	4%	5%	5%	5%	4%	3%	4%	6%
Ne sait pas	80	51	29	44	16	11	9	36	44
	6%	7%	5%	7%	5%	7%	7%	5%	7%

Commentaire :

63 % des personnes interrogées sont tout à fait d'accord avec la deuxième phrase. 26 % sont tout à fait d'accord avec la première phrase. Par contre 17 % sont d'accord avec la première phrase.

Tout le monde presque est conscient que le contrôle citoyen est indispensable pour mettre fin à la mauvaise pratique de corruption.

Tableau n° 36 : Traitement par les tribunaux en RDC

Q36. Est-ce que selon vous dans ce pays: Les gens sont-ils traités de façon inégales par les tribunaux?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Toujours / Souvent	989	559	430	500	271	124	94	533	456
	77%	77%	77%	78%	77%	78%	75%	78%	76%
Rarement / Jamais	263	143	120	129	77	30	27	130	133
	21%	20%	21%	20%	22%	19%	22%	19%	22%
Toujours	371	227	144	189	99	43	40	172	199
	29%	31%	26%	29%	28%	27%	32%	25%	33%
Souvent	618	332	286	311	172	81	54	361	257
	48%	46%	51%	48%	49%	51%	43%	53%	43%
Rarement	178	97	81	93	54	18	13	94	84
	14%	13%	14%	14%	15%	11%	10%	14%	14%
Jamais	85	46	39	36	23	12	14	36	49
	7%	6%	7%	6%	7%	8%	11%	5%	8%
Ne sait pas	30	20	10	16	5	5	4	19	11
	2%	3%	2%	2%	1%	3%	3%	3%	2%

Commentaire :

77 % des personnes interrogées reconnaissent que les gens sont toujours traités de façon inégale en RDC. Pour 48 %, c'est souvent que les gens sont traités de façon

inégalité par les tribunaux. 14 % le reconnaissent rarement. C'est une vérité concrète car les inégalités dans le traitement judiciaire est criante en RDC.

Tableau n°37 : Sanctions à l'égard des fonctionnaires véreux

Q37. Est-ce que selon vous dans ce pays: Les fonctionnaires qui commettent des crimes restent-ils impunis?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Toujours / Souvent	883	515	368	430	244	115	94	462	421
	69%	71%	66%	67%	69%	72%	75%	68%	70%
Rarement / Jamais	362	187	175	196	101	39	26	200	162
	28%	26%	31%	30%	29%	25%	21%	29%	27%
Toujours	361	224	137	173	108	43	37	171	190
	28%	31%	24%	27%	31%	27%	30%	25%	32%
Souvent	522	291	231	257	136	72	57	291	231
	41%	40%	41%	40%	39%	45%	46%	43%	39%
Rarement	265	140	125	147	76	28	14	151	114
	21%	19%	22%	23%	22%	18%	11%	22%	19%
Jamais	97	47	50	49	25	11	12	49	48
	8%	7%	9%	8%	7%	7%	10%	7%	8%
Ne sait pas	37	20	17	19	8	5	5	20	17
	3%	3%	3%	3%	2%	3%	4%	3%	3%

Commentaire ;

Sur 1 282 personnes interrogées, 883 personnes, **soit 69 %**, affirment que les fonctionnaires qui commettent des crimes restent toujours impunis. **41 %** le sont souvent et **28 %** le sont toujours.

La persistance de l'impunité dans les rangs des fonctionnaires accentue la corruption en RDC. Plusieurs dossiers de corruption publiés par la LICOCO et d'autres organisations de la société civile impliquant des fonctionnaires dans des pratiques de corruption sont restés sans suite jusqu'à aujourd'hui. Les cas des Généraux de l'armée sous sanctions internationales sont des exemples concrets.

Tableau n° 38 : Sanctions à l'égard des gens ordinaires

Q38. Est-ce que selon vous dans ce pays: Les gens ordinaires qui enfreignent la loi restent-ils impunis?									
		Sexe		Âge				Zone urbaine / Zone rurale	
	TOTAL	Homme	Femme	Moins de 30 ans	30-39	40-49	50+	Zone urbaine	Zone rurale
Nombre	1282	722	560	645	353	159	125	682	600
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Toujours / Souvent	508	310	198	271	141	56	40	243	265
	40%	43%	35%	42%	40%	35%	32%	36%	44%
Rarement / Jamais	740	394	346	361	205	96	78	419	321
	58%	55%	62%	56%	58%	60%	62%	61%	54%
Toujours	246	160	86	116	74	30	26	118	128
	19%	22%	15%	18%	21%	19%	21%	17%	21%
Souvent	262	150	112	155	67	26	14	125	137
	20%	21%	20%	24%	19%	16%	11%	18%	23%
Rarement	326	178	148	165	93	40	28	182	144
	25%	25%	26%	26%	26%	25%	22%	27%	24%
Jamais	414	216	198	196	112	56	50	237	177
	32%	30%	35%	30%	32%	35%	40%	35%	30%
Ne sait pas	34	18	16	13	7	7	7	20	14
	3%	2%	3%	2%	2%	4%	6%	3%	2%

Commentaire :

40 % des citoyens interrogés affirment que souvent ou toujours, les gens ordinaires qui commettent des crimes restent impunis. 58 % des citoyens affirment qu'il est rare de voir des gens ordinaires qui commettent des crimes de rester impunis. Ceci prouve que la Justice en RDC est à deux vitesses. Une Justice qui punit les gens ordinaires et une autre qui ne punit pas les riches ou les hommes politiques.